

Sommaire

Fonctionnaires

Les 8 syndicats de la Cosef-ci annoncent la fermeture des classes, mardi

Soir Info - lundi 21 janvier 2019

Des instituteurs réclament le paiement intégral de leurs arriérés de bourse

L'Intelligent d'Abidjan - lundi 21 janvier 2019

Politique

La Côte d'Ivoire apporte son soutien à Rajoelina

Fraternité Matin - lundi 21 janvier 2019

« Il n'y aura pas de privatisation tous azimuts »

Fraternité Matin - lundi 21 janvier 2019

Les cadres du RHDP sur le terrain

Le Patriote - samedi 19 janvier 2019

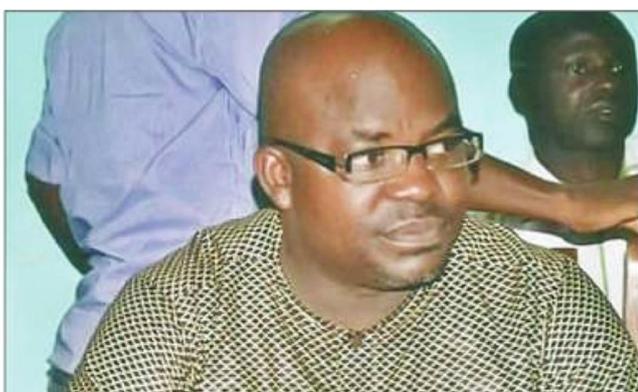
Le dialogue pouvoir-opposition commence aujourd'hui

La Voie Originale - lundi 21 janvier 2019



ENSEIGNEMENTS PRÉSCOLAIRE, PRIMAIRE, SECONDAIRE GÉNÉRAL,
TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL / Les notes des élèves seront retenues

Les 8 syndicats de la Cosef-ci annoncent la fermeture des classes, mardi



*Pacôme Attaby est le porte-parole de la Cosef-ci
(ph d'archives)*

reconductible de facto, à compter du 22 janvier 2019, soit plus d'un mois trois semaines après le dépôt du préavis, ce, en guise de la volonté de la Cosef-ci à privilégier le dialogue. Curieusement, depuis lors, nous n'avons aucune réaction du gouvernement. C'est pourquoi, les enseignants entameront cette grève, avec la plus grande détermination, tout en restant disposés à un dialogue constructif", nous a-t-il appris.

DOMINIQUE FADEGNON

'Les classes du préscolaire et du secondaire général, technique et professionnel seront fermées dans l'enseignement public de Côte d'Ivoire, du mardi 22 janvier au vendredi 25 janvier 2019, et aucune note d'évaluation ne sera rendue aux élèves du secondaire". C'est la substance du point de presse animé par Pacôme Attaby, porte-parole de la Coalition secteur Education/Formation (Cosef), le dimanche 20 janvier 2019, à Yopougon. "A l'issue de ces quatre prochains jours de grève, si le mépris du gouvernement continue, ces classes resteront fermées jusqu'à ce qu'il apporte les solutions à nos revendications, que nous attendons", a menacé Pacôme Attaby qui a rappelé leurs exigences : La revalorisation des indemnités de logement des instituteurs et professeurs du secondaire ; la suppression des cours de mercredi matin dans le primaire ; le relèvement au double de toutes les primes liées aux examens scolaires en Côte d'Ivoire, et la rémunération de la surveillance de ces examens ; le paiement des cinq cent mille (500 000)francs Cfa par enseignant ex-contractuel au titre de ses émoluments non perçus, de janvier 2014 à mai 2014, et l'intégration à la fonction publique des quatre-vingt-dix-sept d'entre eux radiés en 2014, pour fait de grève ; la suppression de l'emploi d'instituteurs adjoints. "Avant et après la grève d'avertissement observée par la Cosef-ci, du 20 au 22 novembre dernier, le gouvernement a fait la sourde oreille face à nos revendications. Pour l'interpeller une seconde fois, la Cosef-ci lui a de nouveau adressé un préavis, le 5 décembre 2018, pour une grève de quatre jours,



Worodougou / Réunis dans l'enceinte de la trésorerie générale de Séguéla, des instituteurs titularisés en 2018 ont réclamé le paiement intégral de leurs arriérés de bourse qui s'élèvent à 540 000 francs le vendredi.

Des instituteurs réclament le paiement intégral de leurs arriérés de bourse



Réunis dans l'enceinte de la trésorerie générale de Séguéla, des instituteurs titularisés en 2018 ont réclamé le paiement intégral de leurs arriérés de bourse qui s'élèvent à 540 000 francs le vendredi. « Dans les autres régions de Côte d'Ivoire, nos collègues ont reçu tout leur argent. Ici, après 17 mois d'attente, on veut nous donner seulement 180 000 francs. On refuse de prendre cette somme. Nous voulons la totalité de notre argent comme nos collègues d'ailleurs », a déclaré le porte-parole de ceux-ci venus des départements de Séguéla et de Mankono, Diomandé Samouka. Ce montant, à raison de 45 000 francs CFA par mois pendant une année, concerne 213 instituteurs nouvellement en service dans la région.

M. O

Investiture du nouveau Président malgache / Le vice-Président a représenté, samedi à Antananarivo, le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, à la cérémonie de prestation de serment et d'investiture du nouveau Numéro un malgache.

La Côte d'Ivoire apporte son soutien à Rajoelina



Le nouveau Président malgache a reçu les insignes de sa fonction devant plusieurs dirigeants du continent.

La Côte d'Ivoire était présente, samedi, à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la république malgache, Andry Rajoelina, pour lui apporter son soutien. En effet, le vice-président, Daniel Kablan Duncan, a représenté, samedi, le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, à cette grande fête qui ouvre une nouvelle page pour le peuple malgache. Il a dit toute sa joie d'être présent à cette cérémonie, "sous un soleil éclatant qui présage de ce que sera le futur du peuple malgache". Laquelle cérémonie était, selon lui, "placée sous le signe du succès". 35 pays et organisations internationales étaient présents. Parmi eux, six Chefs d'Etat : nana Akufo Addo du Ghana, Alpha Condé de la Guinée, l'Ethiopienne sahle-Work Zewde, le namibien Hage Geingob, celui de la Zambie, Edgar Lungu et le Comorien Azali Assoumani. On notait aussi la présence remarquée de l'ancien président de la république française, Nicolas Sarkozy. tout a commencé aux environs de 10h30 heure locale, soit 7h30 Gmt, quand le command-car du nouveau président, Andry Nirina, fait son apparition à l'entrée du stade Mahamanisa plein à craquer. C'est sous les vivats de la population qui est sortie nombreuse que le commande-car a entamé sa lente progression vers la tribune officielle richement décorée pour la circonstance. Quand le président Rajoelina prend place dans la tribune où l'attendaient invités et hommes de loi, les juges de la haute Cour constitutionnelle entrent en scène. La cérémonie de prestation de serment peut alors

commencer. Le président malgache jure «d'exécuter dans la vertu» sa fonction de président de la république de Madagascar et d'utiliser ses pouvoirs «pour garantir et renforcer l'unité nationale et les droits de l'homme». Après quoi, il reçoit la plus haute distinction, celle de Grand-Croix de première classe. suivra ensuite son discours. d'abord dans la langue locale, le Malagasy, puis un résumé en français. Ce qu'il faut retenir de son allocution, c'est sa volonté d'ouvrir une ère nouvelle pour son pays. dans ce pays, les défis sont énormes. Il faut lutter contre la pauvreté en augmentant le pouvoir d'achat des populations, produire suffisamment d'énergie, construire de nouvelles routes. bref, améliorer le quotidien des Malgaches qui vivent, la plupart, dans un grand dénuement. Andry Nirina Rajoelina semble avoir pris le pouls de la situation. «Comme un bateau à voile, le peuple Malagasy vacille. Tangue. Mais jamais il ne sombre. Je serai un capitaine digne de sa confiance. Je vous conduirai à bon port, le port du développement, de la croissance, de l'émergence et de la réussite », a-t-il dit. Il a décliné les actions clés de son projet Initiative pour l'émergence de Madagascar. doubler la production d'électricité, mais aussi la commercialiser à un prix abordable pour tous. Il a également indiqué que les terres cultivables seront doublées et les agriculteurs seront soutenus. Andry Rajoelina a précisé que le début des travaux du projet de la nouvelle ville, tanamasoandro, est prévu cette année. La ville abritera les bureaux administratifs. par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité, le Chef de l'Etat malgache a annoncé le renforcement de l'effectif des forces de l'ordre. Elles seront également équipées de nouveaux matériels de service. L'une de ses priorités, la lutte contre la corruption. "Nous ne tolérerons pas les abus de pouvoir, les détournements de deniers publics et les appels d'offre fictifs (...) Personne ne sera au-dessus de la loi. Nous ferons de la lutte contre la corruption une priorité" a-t-il déclaré. "TGV", c'est son surnom, qui signifie (Tanora malaGasy Vonona traduction de "Jeunes Malgaches prêts"), devenu aujourd'hui train à grande vitesse, veut aller vite. Mais aussi plus loin avec l'ensemble des Malgaches. A cette cérémonie, figuraient en bonne place, les anciens présidents Hery Rajaonarimampianina, Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana. Après avoir dirigé une transition de 2009 à 2014, Andry Rajoelina revient à la présidence malgache. **Duncan : " L'élection présidentielle à Madagascar est un exemple réussi "**

Le vice-président ivoirien, Daniel Kablan Duncan, est rentré



Le vice-Président ivoirien a regagné Abidjan, samedi soir. (PHOTO:HONORÉ BOSSON)

samedi nuit, de Madagascar où il a représenté le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, à la cérémonie d'investiture du président élu, Andry Rajoelina. Faisant le point sur sa mission, à sa descente d'avion, à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët, il a s'est réjoui de la maturité politique et de l'avancée démocratique dont viennent de faire preuve les hommes politiques malgaches. «La communauté internationale était à cette fête avec 35 délégations dont six Chefs d'Etat. Et cela, parce que l'élection présidentielle à Madagascar est un exemple réussi. Nous avons été heureux d'y prendre part. C'est la première fois qu'il y a passation entre un Président élu et un Président non élu. C'était un moment très fort. Certes, il y a eu des craintes à un moment donné, mais finalement tout s'est bien passé. Cela doit servir d'exemple », a-t-il déclaré. Avant d'ajouter : « Le nouveau Président a été élu avec une majorité de 55, 66%. Et après épuisement des procédures, ils se sont entendus et ce fut une belle fête. Il y avait 20 000 personnes au stade. Nous souhaiterions que de plus en plus, les élections en Afrique se passent de manière apaisée et que le vaincu adresse ses félicitations au vainqueur. De sorte à ce qu'ils bâtissent ensemble le pays. Il faut qu'on ait de plus en plus d'exemples de ce genre ». Le vice-président a également affirmé qu'il a mis à profit son séjour pour échanger avec la communauté ivoirienne vivant sur l'île. «On compte une centaine d'Ivoiriens à Madagascar. Ce sont, pour la plupart, des gens qui occupent des postes de haut niveau dans des organisations internationales et aussi dans le secteur privé. Leur principale préoccupation était d'avoir un consul honoraire à Madagascar. Et de pouvoir bénéficier de l'assistance du gouvernement ivoirien pour le suivi de leur carrière et probablement leur retour au pays. Ils avaient aussi quelques appréhensions concernant l'élection de 2020 en Côte d'Ivoire », a-t-il souligné. A ces préoccupations, Daniel Kablan Duncan estime avoir donné des réponses rassurantes. «Nous leur avons dit que 2020 se passera dans de bonnes conditions. Nous leur avons expliqué les choses dans les détails et relevé les progrès faits par la Côte d'Ivoire». pour cette mission, le vice-président ivoirien était accompagné de Mme la secrétaire d'Etat auprès du Garde des sceaux, ministre de la Justice et des droits de l'homme, chargée des droits de l'homme, Aimée Zebeyoux ; de certains membres de son cabinet ainsi que de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en Afrique du sud qui couvre Madagascar.



Sociétés d'État / Le Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, s'est prononcé sur une éventuelle cession de sociétés du portefeuille de l'État, en marge d'une cérémonie organisée le 18 janvier, au 20e étage de l'immeuble Sciam.

« Il n'y aura pas de privatisation tous azimuts »



Le Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, (4e à partir de la gauche) a rappelé à ses collaborateurs les objectifs du gouvernement pour cette année 2019. (PH: DR)

Le gouvernement n'a pas l'intention de procéder à une privatisation « tous azimuts » des sociétés du portefeuille de l'État, a indiqué Moussa Sanogo, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État. C'était en marge de la cérémonie d'échange de vœux du nouvel an avec ses collaborateurs, organisée le 18 janvier, au 20e étage de l'immeuble Sciam. « Aucune décision de privatisation de 82 sociétés d'État n'a été prise par le Gouvernement, comme le mentionnaient des articles de presse faisant l'écho du conseil des ministres du 9 janvier 2019. Le compte rendu qui a été fait du Conseil des ministres est un peu différent de cela. Il ne s'agit pas pour l'État de se retirer de 82 entreprises comme j'ai pu le lire dans la presse. 82 sociétés, c'est le nombre d'entreprises du portefeuille de l'État. Il n'y a pas une prétendue privatisation tous azimuts des sociétés d'État », a-t-il démenti. « Il est cependant possible qu'il y ait des cessions de parts de l'État dans certaines entreprises. Mais ce sera à la suite de longues réflexions et d'examen minutieux », a-t-il poursuivi. Moussa Sanogo a expliqué que les prises de participations de l'État dans une entreprise sont liées à plusieurs objectifs : développer un secteur particulier ; assurer sa présence dans un secteur stratégique ; maintenir une activité pour laquelle il n'y a pas encore de ressources privées, etc. « Selon donc les objectifs assignés, l'État examine les performances de l'entreprise et prend les décisions idoines pour préserver ses intérêts », explique Moussa Sanogo. Les sociétés à participation financière de l'État font l'objet d'une attention particulière

du gouvernement. En 2018, l'État a signé un contrat de performance avec sept d'entre elles ; Et un mécanisme d'anticipation et de gestion des risques financiers et de gouvernance des entreprises publiques, impliquant, entre autres, l'implémentation des indicateurs infra-annuels de suivi qui a été également mise en place. En outre, les avantprojets de textes relatifs à la réforme du cadre juridique du portefeuille de l'État ont été validés au cours de l'année écoulée. Par ailleurs, en termes de dividendes ordonnancés au titre de la gestion 2018, nous avons un montant de 23,4 milliards de FCfa, contre un montant de 16 milliards de FCfa inscrits dans le Tableau des opérations financières de l'État (Tofe), soit une plusvalue 7,4 milliards de FCfa. « Nous devrions considérer les résultats obtenus en 2018 comme une source de motivation pour les années à venir, car le chemin est encore long et les défis à relever vont grandissants », a prévenu le Secrétaire d'État Moussa Sanogo, non sans avoir félicité toutes les grandes administrations (Douanes, Impôts, Direction générale du Budget, etc.) sous sa tutelle pour les performances réalisées en 2018. Il a rappelé l'objectif du gouvernement qui est de maintenir, à travers le budget 2019, la marche de la Côte d'Ivoire vers l'émergence avec la consolidation du cadre macroéconomique, l'assainissement des finances publiques et l'accélération de la politique de transformation structurelle de l'économie et ce, par la mise en œuvre des projets structurants contenus dans le Plan national de développement. « Le Gouvernement entend également renforcer ses actions dans les secteurs sociaux en vue de réduire davantage la pauvreté et les disparités sociales », a-t-il ajouté. Aussi a-t-il appelé l'ensemble de ses collaborateurs à œuvre à mettre en place un Plan d'actions stratégiques basé aussi bien sur les acquis du Programme d'action prioritaire (Pap 2018) que sur l'ensemble des grandes problématiques telles que : l'amélioration des performances de l'administration fiscale et du rendement de certains impôts ; le renforcement de la surveillance aux frontières et de la lutte contre la contrebande ; la mise en place d'un Budget Programme et la consolidation des capacités d'anticipation des risques budgétaires ; et le renforcement du cadre de suivi des entreprises à participation financière publique, notamment en matière de gouvernance, d'endettement et d'exploitation.

DAVID YA

Pré-congrès / Un week-end rythmé par les pré-congrès des houphouëtistes

Les cadres du RHDP sur le terrain



Les missions du RHDP vont sillonner le territoire national ce week-end.

devront envisager une politique commune de communication adaptée aux objectifs du RHDP, proposer une politique de formation des militants et une politique générale sur les futures échéances électorales. Les travaux se dérouleront dans quatre commissions : commission statut et règlement intérieur, commission vie et fonctionnement des structures du RHDP et communication, commission politique générale et commission électorale. Prennent part aux travaux les responsables politiques de base du RHDP ainsi que les jeunes, les femmes et les structures spécialisées des partis qui composent la coalition des houphouëtistes. Les meetings populaires seront une démonstration de force "à la base avant la grande démonstration du 26 janvier.

THIERY LATT

Un week-end rythmé par les pré-congrès des houphouëtistes. Plusieurs délégations du RHDP vont sillonner aujourd'hui et demain des localités du pays. Le ministre d'Etat, ministre de la Défense conduira la délégation du RHDP à Yopougon. Le président de l'UPCI, Anicet Serge Brou, sera à Marcory. Les ministres Mariatou Koné, Adama Koné, Albert Flindé et Jeanne Peuhmond seront respectivement dans le Cavally, le Tchologo, le Bafing et à Bingerville. Dans le Bounkani, le ministre Laurent Tchagba dirigera la délégation des Houphouëtistes. Le Folon avec Seka Joseph, le Gbôklè (Jean-Claude Kouassi), les Grands-Ponts (Bruno Koné), le Guemon (Sanogo Mamadou), le Hambol (Siaka Ouattara) et l'Iffou (Marcel Amon Tanoh) recevront également des missions de la direction du RHDP. Il est sera de même pour l'Indénié-Djuablin avec pour chef de délégation Bandaman Maurice, le Poro (Adama Bictogo), Port-Bouët (Sidi Touré), Songon (Siandou Fofana), le Sud-Comoé (Kandia Camara), le Worodougou (Adama Koné), Yamoussoukro (Albert François Amichia), le Kabadougou (Sidiki Konaté), la Marahoué (Amedé Kouakou), Anyama (Touré Mamadou), et le Tonkpi avec Anne Ouloto. Ces pré-congrès se dérouleront en deux étapes : les travaux en commission et le meeting de clôture. Ils visent entre autres à échanger sur le devenir de l'alliance. Ces pré-congrès permettront aussi de relever les observations et les propositions des militants sur les textes fondateurs du RHDP adoptés par l'Assemblée générale constitutive, de recueillir les observations et les propositions des militants des régions sur l'animation des coordinations départementales et sous-préfectorales déjà en place. Aussi, les militants seront-ils amenés à faire le bilan de l'alliance dans leur zone et envisager les perspectives. Non sans faire une proposition politique d'unification des activités des structures de base des partis membres du RHDP. Les chefs de délégation et les militants



Réforme annoncée de la CEI

Le dialogue pouvoir-opposition commence aujourd'hui

Le principe de la réforme de la Commission électorale indépendante (CEI) est désormais un fait acquis. Les débats dans ce sens commencent ce lundi 21 janvier 2019, selon les dires du Premier ministre, Amadou Gon, qui l'a annoncé en début du mois de janvier 2019. Au moment où commencent le débat politique, les Ivoiriens ont deux préoccupations en tête. L'une porte sur la qualité des débats, et l'autre sur l'étendue de la réforme.

Les Ivoiriens veulent des débats inclusifs Des débats inclusifs, c'est le désir profond de tous les Ivoiriens, classe politique et société civile y compris. En effet, c'est depuis le lendemain de la présidentielle de 2010, précisément en 2012, que le Front Populaire Ivoirien (FPI) a déposé ses premières propositions de réforme de la CEI. Le FPI, dans ses prétentions a été rejoint par plusieurs partis politiques de l'échiquier national. Outre les politiques, la société civile s'est inscrite dans la logique de la lutte pour la réforme de la CEI. Des organisations de défense des droits de l'homme et des libertés sont même allées loin, en saisissant la Cour Africaine des Droits et des Peuples, estimant que la CEI dans sa monture actuelle, ne permettait pas aux citoyens d'exercer leurs droits. La juridiction africaine a pris un Arrêt qui fait injonction à l'Etat ivoirien de procéder à la réforme en profondeur de l'institution. Ainsi, avec le discours du 7 août 2018, par lequel le président du RHDP unifié promet «l'examen de la composition», les sorties du PDCI et l'action en justice de la société civile en vue de la réforme, on peut dire que le principe de la réforme de la CEI fait l'unanimité dans l'opinion nationale ivoirienne. Concernant les arguments qui soutiennent cette réforme, tout le monde s'accorde également, qu'il s'agit de trouver un nouveau consensus, de régulariser le mandat des dirigeants actuels qui est dépassé, de rendre l'institution conforme aux normes du droit international et de changer le président de cette institution. Bref, il y a mille raisons de réformer la CEI. Et il convient de voir l'étendue de la réforme.

La portée de la réforme Dans son intervention du mois d'août 2018, Alassane Ouattara a évoqué la «composition de la Cei», comme champ de la réforme. Cependant, que ce soit la classe politique ou la société civile, on s'accorde à dire que la réforme doit porter sur toute l'institution aussi bien sur sa forme que son fond. De ce point de vue, les Ivoiriens dans l'ensemble exigent que la réforme ne porte pas que sur la composition.

AYOUALOU ZIZA